

SYNTHESE DE LA JOURNEE

***LES DEMARCHES PARTICIPATIVES AU SERVICE DES AGENDA 21
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE***

NIORT - 24 OCTOBRE 2008

Journée co-financée par :

La Région Poitou-Charentes

La Direction Régionale de
L'Environnement

La ville de
Niort



SOMMAIRE

1. Le déroulement de la journée	p. 1
2. Cadrage de la journée et échanges	p. 2
3. Enoncé des propositions des ateliers	p. 3
4. Comptes rendus des ateliers	p. 4
5. Evaluations des participants et des animateurs	p. 15
6 Les participants	p. 23

1. LE DEROULEMENT DE LA JOURNEE

- 9 h 30 Ouverture des travaux par Mme Le Maire de Niort
Présentation de l'Association DéPart et des objectifs de la journée
- 10 h 00 Introduction par l'Association 4 D
- 11 h 00 Pause
- 11 h 15 Préparation des Ateliers en plénière
- 11 h 45 Échanges en Ateliers thématiques
- 12 h 30 Repas
- 14 h 00 Suite des Ateliers
- 15 h 30 Restitution des travaux des Ateliers en plénière
- 16 h 00 Évaluation collective des travaux
- 16 h 30 Conclusion des échanges

AVERTISSEMENT CONCERNANT LA PRÉSENTE SYNTHÈSE :

Nous avons choisi de donner à lire des propos bruts, tels qu'ils ont été tenus lors des échanges. Les seules modifications effectuées sont de l'ordre de la syntaxe afin de rendre compréhensible des propos sortis de leur contexte. Le lecteur trouvera donc des contradictions dans cette synthèse; contradictions inhérentes à l'expression libre d'un groupe de travail.

2. CADRAGE DE LA JOURNEE

2.1. Intervention de 4D : les démarches participatives dans les agendas 21 et les démarches de développement durable

cf. pièces jointes :

- Le diaporama de l'intervention
- Des références complémentaires

2.2. Echanges suite à la présentation de 4D.

(Prise de notes de Vincent Pupin pour DéPart)

- ✓ Une remarque : 380 personnes mobilisées dans l'Essonne c'est peu au regard de la population de ce département, c'est comme si on avait mobilisé 30 personnes dans les Deux-Sèvres !
- ✓ La question que je me pose pour ces démarches participatives : est-ce que les « sans grades » sont effectivement mobilisés, en général, ce sont les personnes qui ont le temps de s'investir, qui savent s'exprimer en public, qui ont un niveau social élevé.
- ✓ Est-ce que le nombre de personnes est le bon critère ?
- ✓ L'enjeu de la mobilisation des citoyens est toujours là, surtout sur des actions transversales qui touchent tout le monde. Le problème est qu'en général l'effort de mobilisation est limité. Pour mobiliser plus il faut aller à l'encontre de la crainte des élus. Du coup, les démarches participatives regroupent 60% de Bac + 4...
- ✓ Attention aux chiffres, le principe reste le volontariat. Dans les conseils de quartier, à Niort, nous avons 400 personnes soit seulement 1% de l'électorat. Il faut se poser la question de la finalité de la participation. Peut-on aller jusqu'à l'implication dans les décisions avec si peu de représentativité ? Il faut revoir nos modes de fonctionnement, il y a d'autres lieux pour toucher plus de monde : les bistros, les places publiques... La ville de Niort veut créer le débat, la rencontre. Faut-il une « école de la participation » ? Cela interroge tout notre fonctionnement. Il existe déjà beaucoup de structures.
- ✓ J'ai participé en tant qu' élu à des projets avec des ados. Il est possible de les toucher à la sortie du car, on ne touche pas que les enfants des cadres. Mais il faut adapter les heures, les lieux.
- ✓ Il y a des formes diverses de participation, chacun fait à sa façon. Pour nos conseils de quartiers, nous avons décidé de faire un tirage au sort sur la liste électorale pour toucher des gens qui ne viennent pas d'eux-mêmes. Quelqu'un a-t-il une expérience similaire ?
- ✓ Nous avons fait un tirage au sort par téléphone mais nous avons eu très peu de répondant, quelques uns la première année mais ça n'a pas fonctionné.
- ✓ Une des clés de la réussite est de donner envie au gens, de créer des espaces de convivialité.

3. ENONCE DES PROPOSITIONS AYANT DONNE LIEU A L'ELABORATION DES ATELIERS

Méthode : Nous avons proposé aux participants de se mettre par groupes de 3 ou 4 personnes répartis dans la salle pour une durée de 5 à 6 minutes. Chaque groupe devant émettre 2 questions à partir d'une consigne commune. Les différentes questions proposées étant ensuite débattues en grand groupe pour parvenir à la formulation de 5 thèmes d'ateliers.

Consigne : « *Quelle(s) question(s) clé(s) vous posez vous pour mettre en œuvre des démarches participatives dans le cadre d'un projet de développement durable ?* »

Constitution d'une douzaine de groupes de 3 à 5 personnes.

Restitution :

20 questions :

- Comment travailler entre élus et population ?
- Motivation en péri-urbain
- Comment démarrer et à quelle échelle mettre en œuvre la démarche participative ?
- Lien entre démocratie participative et développement durable et TIC
- Comment mobiliser dans la complexité ?
- Comment traduire en action et en projet ?
- Finalité de la participation, qu'en attendre et quelles en sont les limites ?
- Comment maintenir la dynamique, comment avoir un savoir commun ?
- Rôles et limites des différents acteurs. Co-production.
- Quelles autres formes de participation ? Comment les exploiter ?
- Typologie de la population : Qui? Quelles attentes ? Quels désirs?
- Méthode : prendre en compte la notion de temps.
- Définition des objectifs communs sur la partie démocratie participative et développement durable.
- Comment mobiliser large et dans le long terme ?
- A quel titre participe t-on ? Représentativité ou pas ?
- Quels acquis et sensibilité au développement durable sur le territoire ?
- Pilotage de la démarche vs pilotage de projet.
- Valeur de la participation ? Et comment valoriser les propositions ?
- Faut-il un regard extérieur et qui doit animer ?
- Quel est la place et rôle de chacun ? Le déroulement de la démarche.

Ces 20 questions ont ensuite été synthétisées collectivement pour parvenir à 5 thèmes d'ateliers. Chaque participant a choisi le thème qui l'intéressait (choix à main levée). Les salles ont alors été attribuées en fonction du nombre de participants.

4. COMPTES RENDUS DES ATELIERS

Réalisés par chacun des animateurs.

Atelier 1 : Quelle culture commune du développement durable et des démarches participatives ?

Animateur : Jean-Baptiste Bonnin.

Après avoir présenté leurs attentes et leurs expériences respectives en première partie d'atelier, les participants attaquent le vif du sujet sur cette transition : c'est effectivement la première chose à faire que d'échanger sur ses propres cultures individuelles pour en construire une commune.

1/ De la culture commune et des difficultés d'appréhension

A notre époque, les termes de développement durable et de démocratie participative ont été tellement usés qu'on y met parfois tout et n'importe quoi...

→ Il s'agit de bien se repérer sur les véritables objectifs. Sont-ils tous communs ? Toutes les visions sont-elles compatibles ?

La présentation du Développement durable sous « les trois piliers » (social, économique, environnement) est assez dangereuse. Premièrement, elle est totalement incomplète et dénuée de sens lorsqu'elle est présentée ainsi, ce qui est pourtant souvent le cas. Deuxièmement, tout projet peut avoir un peu des 3 aspects, sans pour autant être dans l'esprit du D. D. ; Troisièmement, il y a d'autres aspects que ces trois piliers, comme des aspects culturels justement (voire spirituels...), de sens à la vie, ou autres qui échappent à cette présentation. Enfin, cette vision simpliste est si satisfaisante pour certains qu'elle les empêche de creuser plus loin la question, qui nécessite pourtant une approche transversale et souvent longue (acquisition d'une culture).

→ Bien souvent, cette présentation est utilisée « par des gens qui n'ont pas compris, pour faire croire à d'autres gens qui n'ont pas compris qu'ils ont tout compris » !

On voit aussi maintenant fleurir des présentations avec 4 piliers, ou 5... Avec les mêmes défauts, finalement.

Le terme de « durable », issu d'une traduction insatisfaisante du terme « *sustainable* », permet lui-même des dérives, lorsque l'on parle par exemple de développement durable d'une entreprise, ou d'aménagement durable... Sans approche globale préalable, on peut raisonner à côté du sujet.

Les modes de pensée dominants sont encore de nos jours fondés sur une approche analytique des phénomènes (type ingénieurs, grandes écoles...), et non sur une approche globale et systémique. Il en est de même pour la culture d'entreprise et le primat de la rentabilité à court terme. On confond souvent développement avec économie, et les raisonnements sont presque toujours ancrés sur les mêmes modèles [exemple : on vient juste de donner une estimation de la valeur économique des services rendus par la biodiversité. Jusqu'à maintenant, on savait qu'on la perdait, mais aucun raisonnement économique ne s'en inquiète véritablement. Il est même encore difficile pour certains de comprendre comment un bâtiment économe en énergie est rentable économiquement - et ce, à de nombreux points de vue]. A cela s'ajoutent des

amalgames avec la notion de décroissance, générateur de pulsions de rejet pour bien des acteurs.

2 / De comment elle peut s'acquérir

On voit bien qu'un travail réel sur le développement durable ne peut démarrer que s'il y a une mise en cause aussi du développement « non durable », paradigme actuel. Or cette démarche fait encore peur. Peur aux élus de se retrouver dans le même niveau de questionnement que tout un chacun ? Peur de chacun de ne pas trouver un autre système tout aussi rassurant, ou tout au moins confortable ? Peur de l'inconnu tout simplement. Cette angoisse sous-jacente peut aussi être source de mal-être dans le déroulement des travaux.

Mais cette étape peut par elle-même favoriser une mise à plat préalable à la construction d'une culture commune. Cela nécessite toutefois :

- Une confiance des différentes parties (acquise par exemple dans l'échange des motivations et des pré-acquis),
- Un travail préliminaire sur l'établissement d'un consensus sur les objectifs de la démarche,
- Un accompagnement (animation, *voir aussi les autres ateliers*). Dans toute démarche participative, par définition, il y a des inégalités de compréhension des enjeux, et des visions différentes. Une animation solide doit permettre d'expliquer, mais aussi de faire « vaciller » les certitudes, pour en décanter une nouvelle approche.
- La « peur » peut aussi être vaincue par une approche assez opérationnelle du travail, en allant vers des actions concrètes, chiffrées, comportant des critères d'évaluation, etc.
- Un environnement cohérent : la démarche gagnera du sens si elle ne génère pas des contradictions [exemple : satisfaction d'avoir bénéficié à ces rencontres d'un repas sans pesticides, sans gobelets en plastique, sans produits à bilan carbone exorbitant. On voit encore de nombreuses réunions « Développement durable » se clôturer par un gobelet - plastique fabriqué en chine - de soda américain accompagné de graines d'arachides à l'huile non recyclable...].
- La démonstration : les projets de développement durable qui réussissent ne manquent plus, désormais. Les décortiquer permet aussi d'acquérir certains réflexes et de discuter sur des critères.

Parmi les éléments favorisant l'acquisition d'une culture commune, le principe de multiplier les allers-retours entre le global et le local, entre le long terme et le court terme, est très utile. Il permet de tisser des fils complexes mais compréhensibles entre différentes causes et conséquences, souvent liées entre elles... Jusqu'à obtenir un réseau maîtrisé par chacun.

Les environmentalistes qui ont été souvent moteurs dans l'évolution de ce concept ont aussi eu parfois le défaut de n'ancrer leurs messages que sur des visions partielles. Il convient maintenant de parler vraiment de mode de développement. Dans l'actualité, l'intervention sur ce terrain de personnalités qui ne viennent pas de l'environnement peut faire du bien [exemple de la démarche d'Al Gore, qui a su convaincre des acteurs qui se refusaient encore à se poser des questions – Sa légitimité en tant que responsable n'est pas remise en cause et son discours a porté. D'ailleurs des interventions se multiplient, de personnalités d'horizons divers].

La reconnaissance du mode de développement actuel comme « non durable » peut être une base assez immédiate de culture commune, à utiliser avec précautions toutefois car l'objectif est de construire.

Le « bon sens collectif » est aussi une corde à utiliser, mais jusqu'au bout, c'est-à-dire permettre que des intérêts individuels de court terme (même de participants !) puissent être remis en cause, et faire valider les conclusions par le groupe.

3 / A quel moment ?

L'idéal évidemment serait que dès le début d'une démarche de développement durable, tous les participants soient bien calés sur les tenants et aboutissants, au plan global comme au plan local... Mais comme nous l'avons vu dans les points précédents, cela nécessite parfois un travail de longue haleine.

Cette culture peut donc s'acquérir dans la durée, si les conditions sont réunies (*cf. supra*). L'apport de différentes approches est aussi un atout : il ne s'agit pas de faire passer tous les esprits dans un tamis ou un entonnoir, mais de faire naître, à partir de l'ensemble, et d'une réflexion bien menée sur le développement durable, une dynamique favorable et commune.

Notons que cette culture commune acquise durant les démarches participatives pourra aussi avoir une influence à l'extérieur de la démarche, ou dans le futur. Elle doit donc bien rester un objectif à atteindre.

Restitution : trois idées « lumineuses »

→ La diversité des approches existe. Elle a des aspects bénéfiques, à valoriser (pas question d'une culture commune par défaut, sorte de plus petit dénominateur commun simpliste et étriqué). On est dans une approche de la complexité, de toute façon. L'acquisition d'une culture commune n'est pas un préalable nécessaire mais doit néanmoins rester un objectif.

→ Les démarches participatives de développement durable nécessitent un accompagnement en termes d'animation et de pédagogie. Cet accompagnement doit permettre l'acquisition de réflexes : passer de la théorie à la pratique, de l'échelon global au plan local, de l'individu à la société, du court terme au long terme... C'est à force de manipuler tous ces fils qu'on entrecroise un ensemble compréhensif, qui peut d'ailleurs être considéré comme une production en tant que telle, même si elle reste intellectuelle.

→ (En compensation des aspects complexes, techniques par moments, angoissants parfois), il faut amener du plaisir dans la démarche, de l'envie. Cela peut se décliner à de nombreux niveaux différents : le plaisir de manger de bons produits, bons pour la santé ; celui de maîtriser son pouvoir économique (ne pas « engraisser » quelques trusts industriels qui font la démonstration de leur action anti-développement durable) ; le plaisir de comprendre, d'évoluer à plusieurs, d'innover, d'être à l'origine de solutions satisfaisantes ; le plaisir de rendre service aux générations futures et à une cause que l'on considère juste ; et le plaisir d'exister (de s'épanouir) sans le faire aux dépens des autres ou de l'environnement commun.

Atelier 2 : Quelle finalité ? Quelles limites aux approches participatives dans un projet de développement durable ?

Animateur : Vincent Pupin

Premier temps : Comment chacun des participants interprète la question de l'atelier ?

- Au-delà de la tarte à la crème du DD, quelle concrétisation en terme de démarche participative, pour quoi faire ?
- La question de la représentativité des démarches participatives : quelle finalité à la participation dans le DD ? Est-ce pour se donner bonne conscience ? Quelle place pour la participation et qu'est ce qui peut en sortir ? Quelle finalité pour la démarche ? Jusqu'où aller dans la participation alors que la finalité des projets de DD est souvent technique ?
- La démarche participative mobilise le vécu des gens, qu'est ce qu'on en attend ?
- Quel lien entre démarche participative et démocratie représentative. Que va-t-on chercher en mobilisant le citoyen par rapport à une mobilisation des structures représentatives existantes ? quels moyens on y met ?
- L'objectif de ces démarches est d'améliorer la vie des gens, l'acceptabilité des actions issues des démarches de DD peut elle suffire comme finalité d'une démarche participative ?

Deuxième temps : Approfondissement du constat commun d'un décalage entre les finalités affichées de ces démarches et la réalité des démarches effectivement menées

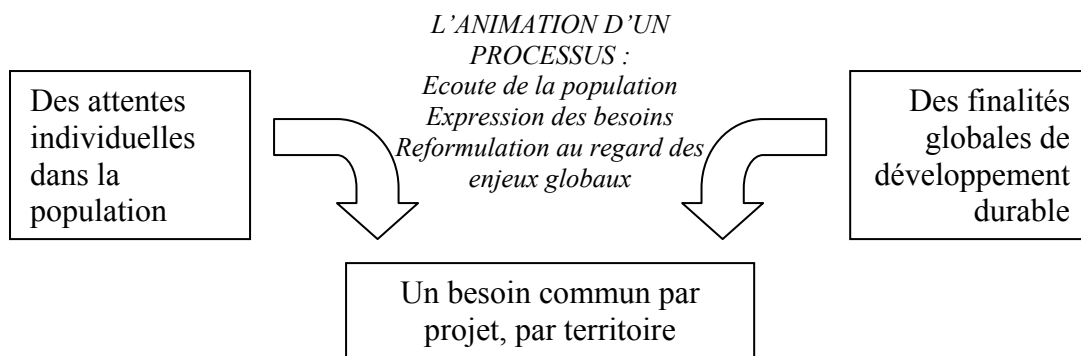
Si une démarche participative à lieu, quel besoin ont les gens de venir ? Souvent, une collectivité exprime un projet commun sur son territoire mais il n'est pas forcément partagé par les différents habitants, les agriculteurs, les associations...

D'un autre côté, les participants constatent que les habitants, les citoyens ont des attentes vis-à-vis des enjeux liés au DD. Il existe des besoins réels des populations mais ils ne viennent pas forcément aux réunions officielles pour les exprimer. Comment les susciter, les faire naître, comment les développer ?

Pour certains, une éducation à la mobilisation est nécessaire. En effet, l'individu lambda est plus fragile quand il participe en son nom propre que quand il participe en tant que membre d'une structure (organisation professionnelle, association...) d'où la difficulté à faire de la participation citoyenne par rapport à une démarche par représentation des acteurs.

« Quel est le but des individus qui participent ? » est une question préalable à toute démarche participative.

Les participants se sont accordés sur le schéma suivant :



Troisième temps : Débat autour du cas concret d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU)

L'un des participants a exposé le cas concret de la création d'un PLU dans sa commune. L'objectif était de répondre à une forte demande de logement par une constructibilité limitée. Pendant la démarche de concertation légale, la Loi SRU est entrée en application. Les élus ont dû s'informer pour comprendre la loi. Les services de l'Etat et le cabinet d'architectes retenu découvraient la loi en même temps qu'eux. Puis, le projet a été défini, avec les objectifs suivants :

- augmenter de 400 habitants en 10 ans maximum (aujourd'hui, la commune compte 1400 habitants)
- conforter le centre bourg
- affermir certains villages (la commune est éclatés en plusieurs hameaux, certains plus gros que le bourg centre)

Un débat a eu lieu au sein du conseil municipal sur la densification imposée par la loi SRU (certains ne sont toujours pas d'accord avec les choix qui ont été faits). Il a fallu aussi définir des zones de lotissement : à quels endroits ?

4 ou 5 réunions publiques ont été organisées, des communications ont été faites dans les journaux et dans le bulletin municipal. Cependant, peu de monde est venu aux réunions et aujourd'hui que le PLU est décidé, des habitants viennent protester au sujet des choix sur les zones constructibles ou non. La question reste posée : comment faire exprimer à la population ses attentes, ses objectifs ?

Une solution évoquée mais difficile à mettre en œuvre : faire un diagnostic en marchant, quartier par quartier.

Entre un PLU où la participation de la population est effective et un PLU sans réelle participation, y a-t-il une différence compte tenu que la réglementation dans ce domaine est très contraignante ?

Un autre exemple de PLU : un plan de référence a été défini au début de la démarche de DD. Il a été acté de définir les objectifs avec la population. Une restitution a été organisée, 50 personnes y ont participé. Le Conseil Municipal a, au final, choisi les priorités.

Dans le cas d'une réglementation très forte, il peut être légitime de ne pas faire de démarche participative très poussée si on estime que les marges de manœuvres pour tenir compte de l'avis de la population sont trop réduites.

Conclusion des participants suite à l'échange sur ces différents exemples de PLU :

- L'expression des attentes, des objectifs de la population ne va pas de soi car il existe à la fois des attentes individuelles et des besoins de territoire
- La question « pourquoi faire de la participation ? » doit se poser à chaque projet
- La réponse à la question précédent passe par une réflexion par projet sur les marges de manœuvres disponibles pour tenir compte de l'expression de la population.
- Ces marges de manœuvres sont plus ou moins importants en fonction des facteurs suivants : réglementation, complexité du sujet, volonté politique, moyens économiques.
- Il est nécessaire de définir précisément le cadre de la participation dès le début d'une démarche de DD, en fonction des marges de manœuvres disponibles et de communiquer ce cadre aux participants potentiels.

Atelier 3 : Le démarrage d'une démarche de développement durable participative

Animateur : Didier Lanquetin

Deux axes de discussion ont été choisis :

- Comment initier la décision de s'engager dans une démarche d'A21 ?
- Comment doit s'organiser la phase de diagnostic ?

Comment initier la décision de s'engager dans une démarche d'A21 ?

Le Politique

- En premier lieu : la volonté politique des élus.
- Il faut avoir une culture commune (niveau de connaissance) au sein des Elus et des Agents.
- Tous les Elus ne sont pas prêts à la Démo_Part. La décision politique est au niveau de l'Elu qui ne voit pas forcément une nécessité à prendre quelqu'un (un avis) de l'extérieur.
- Sensibilisation : une fois le choix des Elus fait, comment présenter la décision à la population ?
- Comment les élus reconnaissent la compétence des Conseils de développement et tiennent-ils compte des avis ?
- L'A21 entraîne des « lourdeurs » au niveau politique. Mais sont-ce les seules ?

Les habitants

- Développer l'engagement politique des habitants.
- Répondre aux besoins des habitants. Mais comment vont-ils « lire » le diagnostic ? Comment traduire ce diagnostic en actions ?
- Nécessité d'avoir une participation de la population au cahier des charges de l'AO du A21.

Les acteurs possibles

- Place du Conseil de développement, qui peut être un acteur important de démarche. Les Elus ne reconnaissent pas toujours l'existence et la disponibilité de ces compétences.
- Les Conseils de développement sont déjà des relais. Sont-ils représentatifs de la population ? Faut-il aller chercher d'autres habitants (la réponse semblait être Oui).
- D'autres acteurs sont possibles : Associations

Comment doit s'organiser la phase de diagnostic ?

Méthodologie

- L'enrichissement des débats autour et pour la démarche d'A21 ne se réalise pas sur du « factuel ». On va chercher le qualitatif, le ressenti auprès des habitants.
- Faut-il choisir des thèmes de l'A21 au départ ? D'où l'intérêt du diagnostic (photo du territoire).
- Quel est le niveau de démarrage d'A21 ? La Commune ou bien la ville pilote qui est à l'origine de la démarche ?
- Réaliser un diagnostic qui parte du Scot. Plus difficile de trouver des relais dans les petites communes que dans les grandes (existence de Comités de quartier, Associations...). Les petites communes doivent mutualiser les supports techniques.
- Prédiagnostic, avec une participation ouverte, afin de disposer de données factuelles « indiscutables ».
- Commencer par informer les habitants, puis organiser un questionnaire avec une proposition claire de participation aux habitants.
- Demander qui veut participer à un groupe de travail. Risque que la participation ne soit que motivée par une volonté d'opposition à teneur politique.
- Participation de façon à faire réagir les gens, solliciter des propositions d'actions.
Comment : diagnostic partagé, réunion avec toute la population ou Groupes de travail par thème.
- Il faut débiter la démarche avec des informations, données et résumés de la « matière première » afin d'éviter que les thèmes discutés en réunion ne partent dans tous les sens ou soient préemptés par certains (individus, associations ou autres acteurs).
- Tenir ainsi compte des spécificités selon la forme de la collectivité. Passer de l'A21 à l'A22 (intégrant le handicap).
- Un diagnostic externe (Bureau d'études) risque d'être réalisé à minima. Mix possible interne / externe.
- Les milieux associatif et professionnel devraient être impliqués selon le périmètre de l'A21.
- Avoir des enjeux à court, moyen et long terme.

Des questions et interrogations

- Les prédiagnostics « pré mâchés » sont-ils vraiment utiles ?
- Une CC peut-elle travailler dans un Conseil de développement qui dépasse leur périmètre ?
- Pour quel « pilier » du DD la participation est-elle le mieux adaptée ?

Points que nous avons souhaités porter à connaissance en plénière

- Part décisionnaire : développer l'engagement politique des habitants – vote / mieux (re)connaître la place du conseil en développement ??
- Portage politique fort nécessaire
- Phase de diagnostic : partir de données factuelles = participation très ouverte à tte la population ou aller chercher les gens « motivés » ex. questionnaire Pb : trouver d'autres acteurs

Atelier 4 : Pilotage et animation innovante

Animatrice : Sandrine Collin

Les constats, les questions :

- Qui doit animer et piloter : Un accompagnateur ?
 - Est-il nécessaire d'avoir une structure neutre ?
 - Bureau d'étude ?
 - Structure existante sur le territoire : ex : centre socioculturel ?
 - Prévoir les moyens pour le faire (un salarié)
 - Il accompagne la démarche de participation
 - Pour rendre acteur et responsable les habitants, les agents. S'en saisir et porter les actions, le sens.
 - Pour dépasser les « peurs » les appréhensions à s'engager dans une démarche participative
 - Comment aller plus loin que 3 réunions organisées par un bureau d'étude ?
- Existe-t-il des méthodes adaptées pour la participation en fonction des objectifs fixés comme pour la formation ?
 - Sensibilisation
 - Appropriation de connaissances
- Pourquoi un comité de pilotage ?
 - Animer la démarche ?
 - Suivre le déroulement ?
 - Avoir une culture commune ?
 - C'est un nombre réduit de personnes impliquées alors que la démarche de participation est plus large.
- Les freins de la mobilisation des ressources :
 - Hyper sollicitation, centrée sur quelques personnes déjà impliquées
 - Sentiment d'instrumentalisation (« tout est déjà joué » = « ça ne sert à rien de participer »)
 - Le nombre justifie t il la qualité ? quelle représentativité ?
 - L'échelle : une intercommunalité parait plus difficile.
 - Exemple de la « cité dortoir » périurbaine ou lieu de vie.
 - Axer sur une caractéristique : la mobilité ?
 - Le manque de « concret » pour permettre une appropriation.

- Ex : diffusion du magazine municipal, communiqué à toute la population mais pas d'appropriation. C'est le résultat qui est diffusé, il n'y a pas eu de sollicitations préalables.

Les pistes de solutions ou facteurs facilitants :

- L'accompagnement de la démarche de participation
- La connaissance du territoire (d'autres regards sont parfois nécessaires)
- L'exemplarité de la collectivité

Comment mobiliser des personnes que l'on ne voit pas habituellement ?

- Démarche artistique ?
- Organiser une fête ?
 - Des limites : ne pas tomber dans le ridicule, parfois faire appel à un organisme extérieur permet de faire passer un message qui ne peut l'être par des élus.
- Aller vers ? ou faire venir ?
 - Trouver des lieux conviviaux
 - Démonstrations pratiques (ex des agents techniques)
 - Des liens par des ambassadeurs, des correspondants (volontaires ?) mais limites quand ce sont uniquement les chefs de services qui le sont... et quel impact si ce n'est pas le chef de service ?
 - Ex : « appel à agents » par l'intermédiaire de la lettre d'info, est-ce suffisant ?
- Importance de voir aboutir les actions (savoir que l'on ne vient pas pour rien, pour perdre son temps... mais qu'il y a une réalisation concrète rapidement). Etre clair sur les attentes vis-à-vis des participants.
- L'acceptation de « ne pas maîtriser tout le contenu » est déjà une première étape à franchir par les collectivités
- Impact fort sur le quotidien ?
 - Scénario étrange, qui surprend, qui interpelle, qui choque, (ex : arrêter les voitures qui entrent en ville et dire à tous les conducteurs seul dans leur véhicule qu'ils ne peuvent pas entrer) et ensuite informer sur l'objet de la sensibilisation, faire passer un message, inviter à participer, expliquer la démarche...)
- Technologies de l'information et de la communication :
 - Internet : ne concerne pas tout le monde : « fracture numérique », mais toucherait des personnes qui ne le seraient pas autrement.
- Travailler avec plaisir, avec envie, donner envie
 - Théâtre, Carton d'invitation
- Les niveaux de relations ou quels objectifs pour le 1^{er} contact :
 - Information trop descendant,
 - Rechercher l'échange
 - Donner envie
 - Interpeller,
 - Inviter à
 - Donner quelque chose (ex de la ville de ... qui donne des boites à lumière pour sensibiliser sur les éco d'énergies) = budget
 - Interactivité
 - Faire manipuler des objets (ex : cpie)
 - Toucher dans les gestes du quotidien
 - Faire « goûter »
 - Faire un jeu

- Clarifier le discours, le rendre concret, être au clair avec les finalités.
- Café citoyen
- Un médiateur : comme vecteur, artistique, association, conseil de développement... trouver des partenaires existants

Inventaire des lieux ou méthodes conviviaux :

- Journal municipal ?
- Télé locale
- Presse locale / radio
- Relais locaux : travailleurs sociaux, Comités d'entreprises, syndicats, commerçants
- Le marché
- Le café
- La place du « village »
- Les supermarchés
- Les écoles
- Les équipements sportifs

Comment les retenir ?

- Acceptation du jeu du volontariat (rester si intéressé, si ça vaut le coup de s'investir, si le participant peut avoir un impact sur le projet mené, il peut partir à tout moment ?)

Les idées lumineuses

- Mettre en œuvre un organigramme : acteurs locaux, relais, médiateurs
- Donner envie d'être acteur : plaisir, lieux conviviaux, enlever le côté officiel, contact direct (jeux), des actes forts (utopies)
- Garder des traces visuelles des idées émises

Atelier 5 : Du projet à l'action

Animateur : Bruno Faucher

Première phase

La première tâche fut de préciser l'objet de l'atelier qui est devenu :

- « Comment traduire la participation en projet et en action ? »
- « Comment la mettre en œuvre pour qu'elle aboutisse à l'action ? »

2^{ème} phase : 5 constats évoqués

- 1°) De nombreux projets et rapports qui restent dans les tiroirs.
- 2°) Une perte du porteur ou du portage du projet au fil du temps, perte de lien, perte de la richesse entre le diagnostic et l'action.
- 3°) Des risques d'essoufflement et de frustration dans les processus participatifs.
- 4°) En général beaucoup de moyens mis au Départ et peu de réserver pour la fin.


5°) Personne (dans le groupe) ne sait comment gérer le phénomène du « noyau dur » qui génère un effet repoussoir pour les « électrons libres », ceux-ci se voyant rejetés hors du champ de la démocratie participative... malgré l'action des « accélérateurs » que sont les agents de développement.

3^{ème} phases : Pourquoi ces constats et quelles propositions pour y remédier ?

1°)

- Les démarches mises en œuvre dans le cadre du *développement local* sont victimes de processus de spécialisation, entre les acteurs des phases de concertation, les acteurs politiques et les acteurs techniques.
- Les projets proposés doivent bénéficier « d'une garantie de suite » (ex *la fiche navette* mise en place par la ville de Niort)
- Ils doivent bénéficier d'une traduction technique simple (pas nécessairement se retrouver agglomérés dans de méga-projets en millions d'€)
- Les services techniques et le politique doivent : hiérarchiser, rendre visible, faire
- Les démarches participatives doivent aboutir à des demandes précises, des attentes concrètes.
- Il faut tester, expérimenter (ce qui suppose de se mettre d'accord sur des critères d'évaluation sans attendre l'issue des processus)

2°)

- Traiter la participation *en mode projet* :
-  Objectifs → Moyens → évaluation
- Intégrer le droit à l'erreur dans les processus : expérimenter
- Annoncer les délais de réalisation
- Eviter les usines à gaz (phase de diagnostic trop longue)
- Avoir une conception non pyramidale du temps : tuiler, diagnostic, action et projet
- Penser la complexité
- S'appuyer sur les actions existantes
- Synthétiser les diagnostics préexistants plutôt que de recommencer à zéro
- Publier la parole des participants à la démarche (l'annoncer au début)

3°)

- Passer rapidement à l'action
- Rendre compte régulièrement de l'avancée des actions, des problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des projets souhaités
- Offrir des perspectives politiques aux acteurs des démarches participatives
- La participation citoyenne doit bénéficier d'une reconnaissance officielle de la part du politique

- Mettre en place du *tutorat* pour favoriser l'intégration de nouveaux arrivants dans les lieux de démocratie participative

4°)

- Prévoir l'évaluation –participative- dès le début de l'action

- Valoriser la participation de chacun dans l'action

- Faire des bilans d'étape

5°)

- Prévoir de la délégation de mise en œuvre : de la prise de responsabilité des acteurs de la démocratie participative dans le suivi voire la réalisation des projets

Les points que nous avons souhaités porter à connaissance en plénière :

- Les démarches participatives courent un grand risque de perte de sens et de richesse d'essoufflement, voire d'échec si elles ne sont pas conduites *en mode projet*

↔ Objectifs → Moyens → évaluation ↔

- L'expérimentation d'actions nouvelles et la valorisation des actions en cours, leur évaluation avec ceux qui les ont construites doivent être partie intégrante des démarches participatives et des nouveaux projets

- Proposition de s'appuyer sur ces préconisations pour l'Agenda 21 des services de la Ville de Niort.

5. EVALUATIONS

5.1. Synthèse des évaluations écrites a posteriori par les participants

Base : 13 documents renseignés.

L'écriture en italique correspond aux citations des participants, la plupart du temps reprises in extenso. De fait, le travail de synthèse s'est limité (!) à un regroupement des thématiques.

REPONSES AUX INDICATEURS PORTANT SUR L'ORGANISATION GENERALE

	Très bon	Bon	Moyen	Mauvais
Informations	2	8	2	0
Accueil	7	5	0	0
Salles	1	7	4	0
Repas	9	3	0	0

La majorité des commentaires du tableau a porté sur les salles : *manque de chauffage dans la salle, attention aux salles très larges, qui ne favorisent pas les échanges, salles trop solennelles (et qui coûtent cher en chauffage !), niveau sonore un peu limite dans la grande salle avec plusieurs discussions animées en simultanée...*

Autres remarques :

- *Il n'était pas inscrit sur l'invitation que la journée était payante (Note du rédacteur : l'information était donnée sur le bulletin d'inscription).*

- *Respect des horaires : bien !*

- *Le repas m'a semblé exemplaire : entreprise de la personne qui l'a préparé, contenu et aide des participants.*

L'ANIMATION

L'ensemble de la journée

Travail d'animation intéressant.

Journée très bien animée et organisée. Séance en plénière pas trop longue et travail en atelier intéressant. En fait, le fond de la journée (la thématique) était bien sûr intéressante mais votre manière d'animer une journée comme celle-ci aussi (la forme) !

Très original ! Ca m'a beaucoup plu !

Démarche très positive dans l'esprit de l'éducation populaire !

Très satisfait : dynamique, rapide, et qui permet d'aborder l'essentiel tout en prenant les éléments de contexte du positionnement des autres.

Bonne alternance dans le rythme entre travaux de groupe et séances plénières

J'ai apprécié que la démarche participative soit appliquée à l'organisation de la journée notamment pour le choix collectif des thèmes.

L'ensemble de la journée c'est bien déroulé, la durée des animations et ateliers était correcte. Des intervenants intéressants.

Le benchmarking a permis de saisir les avancées et les retards des villes françaises, l'opportunité de faire ou de ne pas faire certaines actions, de cibler les actions à mener en fonction de l'objectif attendu.

De multiples occasions de rencontrer d'autres personnes : covoiturage, accueil, premier groupe de travail, ateliers, plénières... Très ressourçant.

C'était pas mal.

La méthode de choix des thèmes

J'ai beaucoup apprécié le travail par 4 pour choisir les thèmes des ateliers, de même que la taille des groupes. Animation efficace et agréable.

Format d'animation intéressant et dynamique qui permet de faire émerger les thématiques qui préoccupent vraiment les participants.

Pertinence de laisser le choix aux groupes des thèmes à travailler

Les ateliers

Travail en atelier intéressant, discussions animées.

Bonne qualité de l'animation dans le travail de groupe

Le travail par petit groupe donne une dimension plus humaine. Il n'est pas facile de parler devant 50 personnes.

Les ateliers permettent de prendre du recul par rapport au pratique quotidienne. La confrontation des points de vue permet de faire évoluer sa propre réflexion.

Le fait de travailler en petits groupes permet d'approfondir le sujet, et de prendre plus facilement la parole.

Pas toujours facile de lancer le débat et finalement on n'a pas l'impression d'avoir été au bout des discussions ! Beaucoup d'interrogations demeurent.

Les restitutions des ateliers

Restitution des travaux de groupe rapide qui permet juste de présenter les grandes lignes, et non le fond des réflexions, ce qui reste frustrant.

Pour une journée où les participants devaient travailler sur la participation, tous les rapporteurs étaient des personnes de DéPart (sauf celui où j'étais... où personne ne voulait restituer en plénière d'ailleurs)... C'est plutôt dommage !!! C'est plutôt formateur donc peut-être un peu plus insister là-dessus en amont.

La synthèse de l'atelier 3 ne m'a pas satisfaite, une synthèse en deux propositions est un peu frustrante au regard de la richesse de la réflexion et des différents points de vues. Peut être aurait il fallu passer plus de temps à la réaliser.

La synthèse du groupe auquel j'ai participé a plus été une énumération à trous qu'une synthèse mais c'est un exercice difficile.

LE CONTENU DE LA JOURNEE

Les échanges m'ont été très enrichissants. Avant cette journée, j'avais peu d'information sur ce qu'était l'agenda 21. C'était pour moi une journée de « découverte ».

Cela fait avancer la réflexion collective mais je reste tout de même sur ma faim car le titre de la journée incluait initialement « outils et méthodes pour l'animation ». Or nous sommes restés sur des échanges (intéressants) d'ordre général. Je sais que chaque démarche est propre au territoire, au contexte... mais je pensais repartir avec plus d'éléments concrets.

Ca m'a permis de préciser plusieurs points.

Les échanges m'ont permis de me situer par rapport à un environnement : où nous en sommes de ces démarches ? ...

J'ai trouvé les discussions enrichissantes. De plus, il est toujours, d'une part, gratifiant de voir que nos propres préoccupations sont partagées par d'autres acteurs et, d'autre part, intéressant d'échanger sur les éléments de solutions que les uns et les autres ont en tête.

Les participants étaient tous convaincus de l'importance de la participation des acteurs du territoire dans les projets de développement durable (renforcé par le caractère obligatoire dans la procédure A21). Or, notre propre expérience nous rend prudents face à une volonté d'aller trop vite ou très loin dans la participation citoyenne si les élus ne sont pas prêts (...).

Les échanges sont globalement restés sur le champ des collectivités ; sur le champ de l'A21 mis en place par et sur le territoire d'une collectivité. Donc, les échanges m'ont peu apporté en terme de contenu des démarches de développement durable et de la démarche de participation. Par contre, pertinence pour moi de passer une journée avec du personnel de collectivité avec lequel le milieu associatif du champ de l'éducation à l'environnement et au développement durable travaille peu.

Echanges intéressants, visions différentes... Peu d'association je crois... dommage !

Quelques petites idées (une petite pierre à l'édifice de la participation) m'ont marquées : se retrouver dans des coins plus conviviaux que des salles de réunion (bistro, ..) mais concrètement comment on fait ? Bien que consciente, que chaque structure possède sa propre démarche et s'adapte, il reste des réponses à trouver et surtout du partage d'expériences concrètes (ce qui marche, ce qui ne marche pas)...

FAUT-IL RENOUVELER L'EXPERIENCE ?

11 participants sont pour le renouvellement de l'expérience (0 contre), le rythme annuel étant considéré comme pertinent.

Remarques et propositions sur la forme :

Un déroulement identique, peut être permettre davantage à chacun de se présenter afin de connaître les missions des uns et des autres et de pouvoir par la suite échanger les expériences professionnelles.

Il serait souhaitable d'attirer des publics plus variés.

Le déroulement est bien adapté à la journée. Il peut être renouvelé.

Comment maintenir une continuité entre deux journées ? Quels échanges entre les participants ?

Remarques et propositions sur le contenu :

Des méthodes :

C'est sur de la méthode d'animation que j'aimerais réfléchir.

Des questions de méthode sur les démarches participatives, afin de permettre la participation de tous au sein de groupe de travail notamment, des outils pour animer les démarches participatives, le passage à l'action, avec des échanges d'expériences sur ce qui peut être mené par les uns et les autres.

Des apports plus précis et opérationnels sur des techniques d'approches participatives. Peut-être ne pas se limiter à deux exemples de la région parisienne et Lyonnaise, mais davantage de clés de mise en place de démarches participatives en fonction des objectifs du projet

Des thématiques :

Je crois qu'il y a encore beaucoup à dire sur la problématique de l'accès à la connaissance, seule garantie d'une participation efficace.

Il serait bien d'aborder l'approche participative et l'école, ou avec les jeunes.

L'évaluation me semblerait un sujet intéressant.

Expliquer en quoi les démarches participatives peuvent être vecteurs de développement par l'articulation entre individuel et collectif.

Comment pouvons nous sensibiliser davantage par exemple les habitants des ZUS, notamment en lien avec leur pouvoir d'achat, outre une démarche active de porte à porte ?

Ok pour partager sur l'approche culturelle de la confiance, qui me semble une clé intéressante dans la construction de partenariat, notamment élus et citoyens / groupes de citoyens.

Autres remarques

Je suis convaincu de l'utilité du travail mené par l'association 4D mais la présence facturée 1400 euros de 2 personnes pour une heure d'intervention peut paraître excessive ?

(NDLR : Le coût de l'intervention est de 1000 €, + 400€ de frais de déplacements et hôtel)

Partager des expériences concrètes.

Suggestion pour aller plus loin

Besoin d'un lieu de repérage des avancées. Par un site Internet, par une réunion annuelle (au moins) d'avancée des pratiques des uns et des autres. Former un « observatoire tout en marchant ».

5.2. Synthèse des évaluations écrites a posteriori par les animateurs

7 animateurs (soit l'ensemble des animateurs) ont réalisé une évaluation.

PERCEPTION GENERALE

Les animateurs ont tous eu une bonne perception de la journée : « *intéressante* », « *qualité des échanges* », « *convivialité* », « *équilibrée* », « *diversité des publics* », « *une réelle implication des participants* » pour déterminer « *ce qui compte pour eux* » et « *ce qu'ils souhaitent aborder* », « *enrichissante plus par les personnes rencontrées que par les sujets abordés* », etc.

Un regret : « *Journée plus centré sur les réflexions que de véritables outils* ».

ORGANISATION GENERALE DE LA JOURNEE

Bien perçue notamment au regard de : « *la bonne proportion entre les différents temps* » et « *l'équilibre trouvé entre désordre apparent et ordre réel* ».

Pour un animateur, la coupure de midi en milieu d'atelier n'est peut être pas très favorable à la dynamique de la discussion.

L'organisation logistique a été appréciée : « *bien ficelée* », « *le partenariat avec la Ville de Niort a bien marché* », « *locaux agréables et bien dimensionnés* » et « *salle plénière parfaite pour ce type d'exercice* ».

La mobilisation de plusieurs membres de l'association et la bonne répartition des tâches en interne a été confortable et efficace.

L'INTERVENTION DE 4D

L'intervention a bien correspondu à la demande, mais deux réserves ont été émises :

« Je suis resté sur ma faim concernant l'approche participative dans les A21 »

« Faut-il une intervention préalable du type 4D ? A posteriori non. Vu le public, on aurait aussi pu avoir une introduction plus ramassée et démarrer rapidement les ateliers pour mettre les participants en position active dès le début ».

LES ANIMATIONS

Quelques retours en vrac :

« Je reste un peu sur ma faim quant aux pratiques « innovantes » proposées ».

« Une frustration : ne pas pouvoir aborder à fond le vécu des participants ».

« Impression (collective) de perdre le sens » (pour un « petit » atelier).

« Choix d'une animation participante » pour un « petit » atelier.

« Quelques petits problèmes dans la répartition du temps de parole avec un participant ».

Des propositions d'amélioration sur l'animation :

« Peut être peut on progresser sur le croisement des expériences mais il faudrait avoir plus de temps pour préparer ».

« Pousser plus loin une animation participative. Exemple : laisser plus de temps collectif pour définir les thèmes des ateliers ».

« Pousser plus loin l'évaluation collective en relançant le débat ».

« Une méthode plus « implicative et ludique » aurait pu être proposée... pour explorer les idées les plus farfelues et innovantes et dégager des arguments à initier des méthodes de ce type... ou le contraire ».

« Imaginer des méthodes actives décalées, jeux de rôles ... ou jeux cadres pour impliquer les participants ... ? ».

« Refaire un point en amont sur les règles de base : que l'animateur n'interfère pas dans le débat, remettre en perspective, ouvrir de nouvelles pistes de réflexion, veiller à ce que chacun prenne la parole au moins 2 ou 3 fois dans l'atelier (insister s'il le faut) »...

« Proposer une autorégulation entre animateurs ». « Prévoir (dans la mesure des disponibilités) un regard d'un membre de Départ sur l'animation d'un autre ».

LA RESTITUTION DES ATELIERS

« La formule restitution courte semble marcher mais la qualité des rapports est inégale ».

« Il est dommage que dans la majorité des ateliers (qui plus est sur des thèmes liés à la participation), ce soit l'animateur qui ait rapporté en plénière ».

« Le mode de saisie de la production en live au PowerPoint est un exercice difficile mais intéressant ».

Proposition : *« se mettre à deux pour préparer la synthèse : le rapporteur + une personne extérieure à l'atelier ».*

PROPOSITIONS POUR L'AVENIR

L'ensemble des animateurs juge intéressant de renouveler l'expérience.

Des propositions quant à la méthode :

« Etre plus précis dans le programme transmis aux participants ».

« Etre plus précis sur règles de base de l'animation »

« Mieux préparer : les prérequis de l'animation et être en capacité de proposer d'autres méthodes que le constat/solutions ».

« S'appuyer déjà sur les attentes et propositions des participants ».

« Pour ceux qui viennent chercher des outils plus concrets, peut-être caler au moins un atelier sur des échanges à partir d'expériences plus pratiques ».

« Ce type de journée me paraît déjà pas mal, est il nécessaire de faire différemment ? ».

Des propositions quant au contenu :

« Continuer sur ce thème de la participation dans le cadre d'A21, mais en trouvant d'autres axes de débats ».

*« Un autre thème ? Ou un approfondissement sur un des axes qui a été traité ? Exemple :
« les méthodes innovantes, lesquelles et pourquoi ? ».*

Une autre proposition :

« Proposer à la suite de la journée une mise en route d'un réseau d'agents/élus Agenda 21 dans la région ».

6. LES PARTICIPANTS A LA JOURNEE

Nom	Fonction	Structure	Lieu	Mail
BARRIBAUD Marie	Educatrice environnement	Maison des Marais Mouillés	Coulon 79	mmm-ap@wanadoo.fr
BASTIEN Claire	Animatrice	AFIPaR	Melle 79	claire-afipar@orange.fr
BATIFOULIER CLAIRE	Chargée de mission Agenda 21 et Bilan Carbone TM	Mairie	Niort	claire.batifoulier@mairie-niort.fr
BERNARD Jean-Marie	Conseil de développement	Pays de Saintonge Romane	Saintes 17	jean.marie.bernard@wanadoo.fr
BONNEAU Marie	Chargée de mission Agenda 21	Mairie	Buxerolles 86	agenda21@buxerolles.fr
BONNIN Jean-Baptiste	Coordinateur	Iodde	Saint Pierre d'Oléron 17	contact@iodde.org
BOUCARD Jacques	Consultant		La Rochelle	jacques.boucard@wanadoo.fr
BRACONNIER Patrice	Enseignant	Université	Poitiers	patrice.braconnier@univ-poitiers.fr
CHERON Marie	Responsable de l'observatoire	4D	Paris	mcheron@association4d.org
COLLIN Sandrine	Chargée de mission	Fédération des Centres sociaux 86	Poitiers	vieassociative@federation-csc86.org
COURANT Sylvaine	Chargée de mission Agenda 21	CdC Ile d'Oléron	Saint Pierre d'Oléron 17	secretariat.general@cdc-oleron.fr
COURT Emilie	Chargée de mission	Pays du Haut Val de Sèvre	Saint-Maixent l'Ecole 79	emiliecourt@orange.fr
DESROSIERS Virginie	Chargée de développement	CdC Vallée de l'échelle	Boux 16	ccve@wanadoo.fr
FAUCHER Bruno	Coordonnateur	DéPart	DéPart / Saint Maixent l'Ecole	bruno.faucher2@wanadoo.fr
FAUCON Laurence	Chef de service vie participative	Mairie	Mairie de Niort	laurence.faucon@mairie-niort.fr
FREYCON Jean-Paul	Consultant	Poitiers	Poitiers	ateliers-dev@club-internet.fr
GAMACHE Adèle	Chargée de mission	CPIE Gatine Poitevine	Coutières 79	cpie.deux.sevres.etudes@cegetel.net
GARANDEAU Françoise	Vice Présidente chargée du DD	Pays Ouest Charente	Jarnac 16	francoise.garandea@laposte.net
GAUDIN Annabelle	Chargée de mission Amgt du Te, envt et DD	CdC Plaine d'Aunis	Marans 17	annabelle.gaudin@cc-plaine-aunis.com
GONTIER Denis	Service	Mairie	Niort	

GROLEAU Nathalie	Conseil de développement	Pays de Saintonge Romane	Saintes	p.kronert@payssaintongeromane.fr
HENRI Jean-Pascal	Chargé de mission Agenda 21	Ville de Mayenne	Mayenne 53	jp.henri@mairie-mayenne.net
JOURDAIN	Adjoint Agenda 21 et Bilan carbone	Mairie	Niort	
LANQUETIN Didier	Consultant	DéPart	Poitiers	didier.lanquetin@enviro-strategies.fr
LAUMONT Fabrice	Chargé de mission	Parc Marais Poitevin	Coulon 79	f.laumont@parc-marais-poitevin.fr
LEROUX Aurore	Chargée de mission	Chargée de mission CAP	Poitiers	aurore.leroux@agglo-poitiers.fr
LETURDU Jean-Yves	Formateur	Triangles	Mouthiers sur Boême 16	triangles@wanadoo.fr
LOUSSOUARN Anne	Chargée de mission	PRMA	Poitiers	coordination@pole-musiques.com
LUCAS Mélanie	Service	Mairie	Niort	
MARCINIAK Christine	Adjointe au DD référente Agenda 21	Mairie	Buxerolles 86	agenda21@buxerolles.fr
MARSAT Gilles	Président	Charente Nature	Angoulême	gilles.marsat@orange.fr
MASSE Dominique	Adjointe DD	DéPart / St Pierre d'Oléron	St Pierre d'Oléron 17	jfdom@club-internet.fr
MORANDEAU Yannick	Chargé de mission	Mairie	Saint Pierre d'Oléron 17	y.morandeaup@port-de-la-cotiniere.fr
MOREAU Isabelle	Animatrice	Pays Rochefortais	Rochefort 17	i.moreau@cda-paysrochefortais.fr
NIOT Sandra	Chargée de mission	SERTAD	Sainte Néomaye 79	sertad_sevre@yahoo.fr
PUPIN Vincent	Consultant	DéPart	Vivonne 86	vincent@pupinfougeres.fr
REGNIER Maud	Chargée d'études	Agence régionale du spectacle vivant	Poitiers	maud.regnier@arsv.fr
RENARD Charlotte	Chargée de mission	4D	Paris	crenard@association4d.org
ROY Jean-Marie	Délégué	CdC Vallée de l'échelle	Bouex 16	ccve@wanadoo.fr
SCAMPS Véronique	Chargée de mission	Ifrée	Villiers en Bois 79	veronique.scamps@ifree.asso.fr
SIMON Jean-Louis	Service	Mairie	Niort	
TAPIN Jacques	Adjoint Citoyenneté	Mairie de Niort	Niort	Jacques.TAPIN@mairie-niort.fr
THEAU Benoît	Consultant	DéPart	Poitiers	benoit.theau@igapura.org
THOMAS Alain	Vice-Président	CdC Vallée de l'échelle	Bouex 16	ccve@wanadoo.fr
WORMS Jean	Chargé de mission DD	CG 79	Niort	jean.worms@cg79.fr

Une vingtaine d'autres personnes s'étaient pré inscrites à cette journée.
Ci-dessous les coordonnées de celles qui se sont excusées

EXCUSES

AUFFROY Virginie	Animatrice Conseil de Développement		CAP 86	
BAHUON Eric				eric.bahuon@orange.fr
BARTHOUT Thomas	Animateur	AFIPaR	Melle 79	afipar@wanadoo.fr
CAILBAULT Laurence	Enseignante	Rectorat	Poitiers	laurence.cailbault@ac-poitiers.fr
CHALEROUX Ludovic	Chef de projet déplacements et transport	Idcité	Parthenay 79	l.chalerooux@idcite.eu
DAVID Jean-Bernard	Directeur	CFPPA	Melle 79	cfppa.melle@educagri.fr
GIRARDEAU Anthony	Animateur	Collectif des associations Villeneuves les Salines	Villeneuves les Salines 17	anthony.collectif@orange.fr
JENOT Frantz	Administrateur	AFIPaR	Melle 79	fresyca@deux-sevres.chambagri.fr
MALFRAY Cécile	Chargée de mission	Ifrée	Villiers en Bois 79	cecile.malfray@ifree.asso.fr
MILCENT David		CdC Pays Lezay et Celles		d.milcent@lezayen.fr
LEMARCHAN Géraldine	Chargée de mission	ONF	Poitiers	geraldine.lemarchant@onf.fr
PREVOST Valérie	Chargée de mission	ESCEM	Poitiers	vprevost@escem.fr